



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-35167>

Département(s) de publication : **30**

Annonce n° **25-35167**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de Beaucaire (30)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Acquisition et installation d'écrans numériques interactifs et ses équipements pour les écoles de la Commune de Beaucaire

**Description** : Acquisition et installation d'écrans numériques interactifs et ses équipements pour les écoles de la Commune de Beaucaire

**Identifiant de la procédure** : 2f6be9e9-daa3-43f4-9115-cf263d5ff116

**Identifiant interne** : 2025-008

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 30200000 Matériel et fournitures informatiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 30231320 Moniteurs à écran tactile

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Sur le territoire de la Commune

**Ville** : Beaucaire

**Code postal** : 30300

**Subdivision pays (NUTS)** : Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Une visite sur site est préconisée. Elle n'est pas obligatoire. En cas d'absence de visite sur site du prestataire, il ne pourra pas faire valoir une incompatibilité ou des impossibilités techniques.

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Retrait du dossier de consultation : Il est remis gratuitement à chaque candidat et disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-securises.fr> Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date. Remise des offres : La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-securises.fr> Renseignements complémentaires : Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-securises.fr> Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les documents sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

#### **Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : (Voir Règlement de la Consultation)

Faillite : (Voir Règlement de la Consultation)

Corruption : (Voir Règlement de la Consultation)

Concordat : (Voir Règlement de la Consultation)

Participation à une organisation criminelle : (Voir Règlement de la Consultation)

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : (Voir Règlement de la Consultation)

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : (Voir Règlement de la Consultation)

Fraude : (Voir Règlement de la Consultation)

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : (Voir Règlement de la Consultation)

Insolvabilité : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : (Voir Règlement de la Consultation)

Biens administrés par un liquidateur : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : (Voir Règlement de la Consultation)

Motifs d'exclusion purement nationaux : (Voir Règlement de la Consultation)

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable d'une faute professionnelle grave : (Voir Règlement de la Consultation)

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement des cotisations de sécurité sociale : (Voir Règlement de la Consultation)

État de cessation d'activités : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement d'impôts et taxes : (Voir Règlement de la Consultation)

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : (Voir Règlement de la Consultation)

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Acquisition et installation d'écrans numériques interactifs et ses équipements pour les écoles de la Commune de Beaucaire

**Description** : Acquisition et installation d'écrans numériques interactifs et ses équipements pour les écoles de la Commune de Beaucaire

**Identifiant interne** : 2025-008-01

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 30200000 Matériel et fournitures informatiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 30231320 Moniteurs à écran tactile

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Sur le territoire de la Commune

**Ville** : Beaucaire

**Code postal** : 30300

**Subdivision pays (NUTS)** : Gard ( FRJ12 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

### 5.1.3 Durée estimée

**Autre durée** : Inconnu

### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non**

**Informations complémentaires** : Le marché comprend 2 phases : -Phase 1 : Cycle 3 + Cycle 2 + ULIS (Année 2025) -Phase 2 : Cycle 1 (Année 2026) Durée du contrat : Le marché prend effet à la date de notification et se termine à la fin du délai de garantie. Les délais et le planning d'exécution seront proposés dans l'offre du candidat. Après attribution, le planning sera mis à jour et deviendra contractuel. Il annulera et remplacera le planning d'exécution proposé par le candidat. Clause de réexamen : Une modification en cours d'exécution pourra être faite pendant la durée du marché, conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique. La Commune pourra demander l'ajout de nouveaux écrans numériques interactifs et ses équipements pour les écoles. Cet ajout devra être conforme aux stipulations techniques du CCTP, et correspondre aux prestations énoncées dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom** : Situation juridique

**Description** : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (ne pas fournir par le candidat en cas de renseignement de la rubrique F1 du DC1 ou le DUME) Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Capacité économique et financière

**Description** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (ne pas fournir par le candidat en cas de renseignement de la rubrique F1 du DC2 ou le DUME)

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Capacité technique et professionnelle

**Description** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Nom** : Valeur technique

**Description** : Valeur technique 50% 1.1 Qualité du matériel et du logiciel proposé 25% 1.2 Organisation et méthodologie 15% 1.3 Cohérence des délais et du planning proposé 5% 1.4 Performances environnementales 5% Voir sous-détails dans le RC.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère** :

**Type** : Prix

**Nom** : Prix des prestations

**Description** : Prix des prestations Note du prix : (Offre la plus basse / Offre analysé) X pondération

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-securises.fr>

**Canal de communication ad hoc** :

**URL** : <https://www.marches-securises.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-securises.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Description de la garantie financière :** Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

**Date limite de réception des offres :** 30/04/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 150 Jour

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 30/04/2025 à 13:30

**Informations complémentaires :** Elle se fera ultérieurement à la date limite de remise des offres, en présence de l'acheteur. L'ouverture des plis n'est pas publique et aucune personne extérieure à la Commune ne peut y participer.

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. En cas de groupement conjoint, le mandataire commun du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du présent marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

**Montage financier :** Une avance sera versée si lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Les prestations seront financées selon des modalités suivantes : Budget de la Ville de Beaucaire. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au (x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du

contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). - Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. - Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Beaucaire (30)

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de Beaucaire (30)

**Numéro d'enregistrement :** 21300032600016

**Adresse postale :** Place Georges Clémenceau

**Ville :** Beaucaire

**Code postal :** 30300

**Subdivision pays (NUTS) :** Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** pierre.mariette.lopez@beaucaire.fr

**Téléphone :** +33 466591006

**Télécopieur** : +33 466593040

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://www.beaucaire.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

## 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Nîmes

**Numéro d'enregistrement** : 13000192800014

**Adresse postale** : 16 Avenue Feuchères CS 88010

**Ville** : NIMES

**Code postal** : 30941

**Subdivision pays (NUTS)** : Gard ( FRJ12 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr)

**Téléphone** : +33 466273700

**Adresse internet** : <https://nimes.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 691a7a26-c89e-4eff-91d6-d42121f04d9f - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 28/03/2025 à 11:03

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28/03/2025